

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 28 ΜΑΪΟΥ 1985 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 100

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1556

Κύρωση της 159/83 Διεθνούς Σύμβασης Εργασίας για την επαγγελματική επαναπροσαρμογή και απασχόληση των μειονεκτούντων προσώπων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρώνουμε και εκδίδουμε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ του άρθρου 28 του Συντάγματος η 159 Διεθνής Σύμβαση Εργασίας «για την επαγγελματική επαναπροσαρμογή και απασχόληση των μειονεκτούντων προσώπων», η οποία ψηφίστηκε το 1983 στη Γενεύη από τη Γενική Συνδιάσκεψη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας στην εξηκοστή ένατη σύνοδό της και που το κείμενό της στο γαλλικό πρωτότυπο και την ελληνική του μετάφραση είναι το ακόλουθο:

CONVENTION 159

CONVENTION CONCERNANT
LA RÉADAPTATION PROFESSIONNELLE
ET L'EMPLOI DES PERSONNES
HANDICAPÉES

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail.

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau internationale du Travail, et s' étant réunie le 1er juin 1983 en sa soixante - neuvième session ;

Notant les normes, internationales existantes énoncées dans la recommandation sur l'adaptation et la réadaptaption professionnelles des invalides, 1955; et dans la recommandation sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975 ;

Notant que depuis l'adoption de la recommandation sur l'adaptation et la réadaptation professionnelles des invalides, 1955, la manière d'envisager les besoins de réadaptation, le domaine d'intervention et l'organisation des services de réadaptation, ainsi que la législation et la pratique de nombreaux Membres concernant les questions couvertes par ladite recommandation ont évolué de manière significative ;

Considérant que l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé 1981 Année internationale des personnes handicapées, avec pour thème «pleine participation et égalité» et qu'un Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées, de large portée, doit mettre sur pied des mesures efficaces, aux niveaux international et national, en vue de la réalisation des objectifs de pleine «participation» des personnes handicapéed à la vie sociale et au développement et d' «égalité» ;

Considérant que, par suite de cette évolution, il est approprié d'adopter de nouvelles normes internationales en la matière, qui tiennent compte en particulier de la nécessité d'assurer l'égalité de chances et de traitement à toutes les catégories de personnes handicapées, dans les zones rurales aussi bien qu'urbaines,

afin qu'elles puissent exercer un emploi et s'insérer dans la collectivité ;

Après avoir décidé d'adopter certaines propositions concernant le réadaptation professionnelle qui constitue la quatrième question à l'ordre du jour de la session ;

Après avoir décidé que ces propositions prendront la forme d'une convention internationale, adopte ce vingtième jour de juin mille neuf cent quatre-vingt-trois, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983 :

PARTIE I.

DEFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION

Article 1

1. Aux fins de la présente convention, l'expression «personne handicapée» désigne toute personne dont les perspectives de trouver et de conserver un emploi convenable ainsi que de progresser professionnellement sont sensiblement réduites à la suite d'un handicap physique ou mental dûment reconnu.

2. Aux fins de la présente convention, tout Membre devra considérer que le but de la réadaptation professionnelle est de permettre aux personnes handicapées d'obtenir et de conserver un emploi convenable, de progresser professionnellement et, partant, de faciliter leur insertion ou leur réinsertion dans la société.

3. Tout Membre devra appliquer les dispositions de la présente convention par des mesures approppriées aux conditions nationales et conformes à la pratique nationale.

4. Les dispositions de la présente convention s'appliquent à toutes les catégories de personnes handicapées.

PARTIE II.

PRINCIPES DES POLITIQUES DE RÉADAPTATION PROFESSIONNELLE ET D'EMPLOI POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES

Article 2

Tout Membre devra, conformément aux conditions et à la pratique nationales et en fonction de ses possibilités, formuler, mettre en oeuvre et revoir périodiquement une politique nationale concernant la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées.

Article 3

Ladite politique devra avoir pour but de garantir que des mesures de réadaptation professionnelle appropriées soient accessibles à toutes les catégories de personnes handicapées et de promouvoir les possibilités d'emploi des personnes handicapées sur le marché libre du travail.

Article 4

Ladite politique devra être fondée sur le principe de l'égalité de chances entre les travailleurs handicapés et les travailleurs en général. L'égalité de chances et de traitement entre les travailleurs handicapés et les travailleuses handicapées devra être respectée. Des mesures positives spéciales visant à garantir l'égalité effective de chances et de traitement entre les travailleurs handicapés et les autres travailleurs ne devront pas être considérées comme étant discriminatoires à l'égard de cesderniers.

Article 5

Les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs doivent être consultées sur la mise en oeuvre de ladite politique, y compris les mesures qui doivent être prises pour promouvoir la coopération et la coordination entre les institutions publiques et privées qui s'occupent de la réadaptation professionnelle.

Les organisations représentatives qui sont composées de personnes handicapées ou qui s'occupent de ces personnes devront être également consultées.

PARTIE III.

MESURES À PRENDRE AU NIVEAU NATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE RÉADAPTATION PROFESSIONNELLE ET D'EMPLOI POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES.

Article 6

Tout Membre devra, par voie de législation nationale, ou par toute autre méthode conforme à la pratique et aux conditions nationales, prendre toute mesure qui peut être nécessaire pour donner effet aux articles 2, 3, 4 et 5 de la présente convention.

Article 7

Les autorités compétentes devront prendre des mesures en vue de fournir et d'évaluer des services d'orientation professionnelle, de formation professionnelles, de placement, d'emploi, et autres services connexes destinés à permettre aux personnes handicapées d'obtenir et de conserver un emploi et de progresser professionnellement ; les services existants pour les travailleurs en général devront, dans tous les cas où cela est possible et approprié, être utilisés avec les adaptations nécessaires.

Article 8

Des mesures devront être prises pour promouvoir la création et le développement de services de réadaptation professionnalle et d'emploi pour personnes handicapées dans les zones rurales et les collectivités isolées.

Article 9

Tout Membre devra s'efforcer de garantir que soient formés et mis à la disposition des intéressés des conseillers en matière de réadaptation ainsi que d'autre personnel qualifié approprié chargés de l'orientation professionnelle, de la formation professionnelle, du placement et de l'emploi des personnes handicapées-

PARTIE IV.

DISPOSITIONS FINALES

Article 10

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui entregistrées.

Article 11

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enragistrée par le Direçteur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été entregistrée.

Article 12

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Buraeu international du Trsvail et par lui enregistré. Le dénonciation ne prendre effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année aprés l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dononcer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 13

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du travail l'enregistrement de toutes les ratifications et denonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 14

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 15

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 16

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un membre de la nouvelle convention portant révision entrainerair de plein droit, nonobstant l'article 12 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur ;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait s'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 17

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

ΣΥΜΒΑΣΗ 159

Για την επαγγελματική επαναπροσαρμογή και απασχόληση των μειονεκτούντων προσώπων.

Η Γενική Συνδιάσκεψη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, που συγκλήθηκε στη Γενεύη από το Διοικητικό Συμβούλιο του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας και συνήλθε εκεί την 1η Ιουνίου 1983 στην εξηκοστή ένατη σύνοδό της,

Αφού έλαβε υπόψη τους υπάρχοντες διεθνείς κανόνες εργασίας που περιέχονται στη σύσταση για την επαγγελματική προσαρμογή και επαναπροσαρμογή των αναπήρων 1955 και στη σύσταση για την αξιοποίηση των ανθρώπινων πόρων, 1975,

Αφού έλαβε υπόψη ότι από την αποδοχή της σύστασης για την επαγγελματική προσαρμογή των αναπήρων 1955, ο τρόπος αντιμετώπισης των αναγκών επαναπροσαρμογής, ο τομέας παρέμβασης και η οργάνωση των υπηρεσιών επαναπροσαρμογής, καθώς και η νομοθεσία και η πρακτική πολλών Μελών, σχετικά με τα θέματα που καλύπτονται από την προαναφερόμενη σύσταση έχουν εξελιχθεί σημαντικά.

Αφού σημείωσε ότι η Γενική Συνέλευση των Ηνωμένων Εθνών κήρυξε το 1981 Διεθνές Έτος των μειονεκτούντων προσώπων με θέμα «πλήρης συμμετοχή και ισότητα» και ότι, ένα ευρύ πρόγραμμα παγκόσμιας δράσης σχετικά με τα μειονεκτούντα πρόσωπα πρέπει να εφαρμοστεί ώστε να ισχύσουν αποτελεσματικά μέτρα, σε εθνικό και διεθνές επίπεδο για να πραγματοποιηθούν οι σκοποί της «πλήρους συμμετοχής» των μειονεκτούντων ατόμων στην κοινωνική ζωή και ανάπτυξη καθώς και της «ισότητας»,

Αφού σημείωσε ότι σε συνέχεια αυτής της εξέλιξης πρέπει να ψηφιστούν νέοι διεθνείς κανόνες πάνω στο θέμα αυτό, οι οποίοι θα λαμβάνουν ιδιαίτερα υπόψη την ανάγκη εξασφάλισης της ισότητας ευκαιριών και μεταχείρισης σ' όλες τις κατηγορίες των μειονεκτούντων προσώπων στις γεωργικές καθώς και στις αστικές ζώνες προκειμένου να μπορούν αυτοί ν' ασκούν μια απασχόληση και να εντάσσονται στην κοινότητα,

Αφού αποφάσισε να αποδεχτεί ορισμένες προτάσεις σχετικά με την επαγγελματική επαναπροσαρμογή, ζήτημα που αποτελεί το τέταρτο θέμα της ημερήσιας διάταξης της συνόδου,

Αφού αποφάσισε οι προτάσεις αυτές να πάρουν τη μορφή διεθνούς σύμβασης, αποδέχεται σήμερα, είκοσι Ιουνίου του χίλια εννιακόσια ογδόντα τρία, την επόμενη σύμβαση που θα αποκαλείται Σύμβαση για την επαγγελματική επαναπροσαρμογή και την απασχόληση των μειονεκτούντων προσώπων, 1983 :

ΜΕΡΟΣ Ι.
ΟΡΙΣΜΟΙ ΚΑΙ ΠΕΔΙΟ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ

'Αρθρο 1.

1. Για τους σκοπούς αυτής της σύμβασης η έκφραση «μειονεκτούν πρόσωπο» σημαίνει κάθε πρόσωπο του οποίου οι προοπτικές για να βρεί και να διατηρήσει μια κατάλληλη απασχόληση καθώς και να εξελιχθεί επαγγελματικά είναι αισθητά μειωμένες, εξαιτίας ενός προσηκόντως αναγνωρισμένου σωματικού ή πνευματικού μειονεκτήματος.

2. Για τους σκοπούς αυτής της σύμβασης, κάθε Μέλος πρέπει να θεωρεί ότι σκοπός της επαγγελματικής επαναπροσαρμογής είναι να επιτρέψει στα μειονεκτούντα πρόσωπα να βρούν και να διατηρήσουν μια κατάλληλη απασχόληση, να εξελιχθούν επαγγελματικά και έτσι να διευκολύνει την ένταξη ή την επανένταξή τους στην κοινωνία.

3. Κάθε μέλος πρέπει να εφαρμόζει τις διατάξεις αυτής της σύμβασης με μέτρα προσαρμοσμένα στις εθνικές συνθήκες και στην εθνική πρακτική.

4. Οι διατάξεις αυτής της σύμβασης εφαρμόζονται σε όλες τις κατηγορίες μειονεκτούντων προσώπων.

ΜΕΡΟΣ ΙΙ.
ΑΡΧΕΣ ΤΩΝ ΠΟΛΙΤΙΚΩΝ ΕΠΑΓΓΕΛΜΑΤΙΚΗΣ ΕΠΑΝΑΠΡΟΣΑΡΜΟΓΗΣ ΚΑΙ ΑΠΑΣΧΟΛΗΣΗΣ ΓΙΑ ΤΑ ΜΕΙΟΝΕΚΤΟΥΝΤΑ ΠΡΟΣΩΠΑ

'Αρθρο 2.

Κάθε Μέλος θα πρέπει, σύμφωνα με τις εθνικές συνθήκες και την εθνική πρακτική και ανάλογα με τις δυνατότητές του, να διατυπώνει, εφαρμόζει και αναθεωρεί περιοδικά μια εθνική πολιτική σχετικά με την επαγγελματική επαναπροσαρμογή και απασχόληση των μειονεκτούντων προσώπων.

'Αρθρο 3.

Η προαναφερόμενη πολιτική πρέπει να έχει ως σκοπό να εξασφαλίζει ότι τα κατάλληλα μέτρα επαγγελματικής επαναπροσαρμογής θα είναι προσιτά σε όλες τις κατηγορίες των μειονεκτούντων προσώπων και να προωθεί τις δυνατότητες απασχόλησης των μειονεκτούντων προσώπων στην ελεύθερη αγορά της εργασίας.

'Αρθρο 4.

Η προαναφερόμενη πολιτική θα πρέπει να στηρίζεται στην αρχή της ισότητας ευκαιριών μεταξύ των μειονεκτούντων εργαζομένων και των εργαζομένων γενικά. Η ισότητα ευκαιριών και μεταχείρισης μεταξύ των μειονεκτούντων εργαζομένων ανδρών και γυναικών πρέπει να τηρείται. Ειδικά θετικά μέτρα, που αποβλέπουν στην αποτελεσματική εξασφάλιση ευκαιριών και μεταχείρισης μεταξύ των μειονεκτούντων εργαζομένων και των άλλων εργαζομένων, δεν πρέπει να θεωρούνται διακριτικά απέναντι στους τελευταίους αυτούς εργαζομένους.

'Αρθρο 5.

Οι αντιπροσωπευτικές εργατικές και εργοδοτικές οργανώσεις πρέπει να γνωμοδοτούν σχετικά με τη θέση σε εφαρμογή της προαναφερόμενης πολιτικής, στην οποία θα περιλαμβάνονται και τα μέτρα που πρέπει να λήφθούν για την προαγωγή της συνεργασίας και του συντονισμού μεταξύ των δημόσιων και ιδιωτικών ιδρυμάτων, που ασχολούνται με την επαγγελματική επαναπροσαρμογή. Οι αντιπροσωπευτικές οργανώσεις που αποτελούνται από μειονεκτούντα πρόσωπα ή ασχολούνται με τα πρόσωπα αυτά πρέπει επίσης να δίνουν τη γνώμη τους.

ΜΕΡΟΣ ΙΙΙ.
ΜΕΤΡΑ ΠΟΥ ΠΡΕΠΕΙ ΝΑ ΛΑΜΒΑΝΟΝΤΑΙ ΣΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΕΠΙΠΕΔΟ ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΝΑΠΤΥΞΗ ΤΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ ΕΠΑΓΓΕΛΜΑΤΙΚΗΣ ΕΠΑΝΑΠΡΟΣΑΡΜΟΓΗΣ ΚΑΙ ΑΠΑΣΧΟΛΗΣΗΣ ΓΙΑ ΤΑ ΜΕΙΟΝΕΚΤΟΥΝΤΑ ΠΡΟΣΩΠΑ

'Αρθρο 6.

Κάθε Μέλος θα πρέπει, με την εθνική του νομοθεσία ή με οποιαδήποτε άλλη μέθοδο σύμφωνη με την εθνική πρακτική και τις εθνικές συνθήκες, να λαμβάνει όλα τα απαραίτητα μέτρα προκειμένου να δοθεί ισχύς στα άρθρα 2,3,4 και 5 αυτής της σύμβασης.

'Αρθρο 7.

Οι αρμόδιες αρχές θα πρέπει να λαμβάνουν μέτρα ώστε να παρέχονται και να αξιοποιούνται υπηρεσίες επαγγελματικού προσανατολισμού, επαγγελματικής κατάρτισης, τοποθέτησης, απασχόλησης κι άλλες συναφείς υπηρεσίες, που προορίζονται να επιτρέψουν στα μειονεκτούντα πρόσωπα να βρουν και να διατηρήσουν μια απασχόληση και να προοδεύσουν επαγγελματικά· οι υπάρχουσες υπηρεσίες για τους εργαζομένους γενικά πρέπει, σε κάθε περίπτωση που αυτό είναι δυνατό και πρόσφορο, να χρησιμοποιούνται με τις απαραίτητες προσαρμογές.

'Αρθρο 8.

Πρέπει να ληφθούν μέτρα για την προώθηση της δημιουργίας και ανάπτυξης υπηρεσιών επαγγελματικής επαναπροσαρμογής κι απασχόλησης για μειονεκτούντα πρόσωπα στις αγροτικές ζώνες και στις απομακρυσμένες κοινότητες.

'Αρθρο 9.

Κάθε Μέλος θα πρέπει να προσπαθεί να εξασφαλίζει ότι θα εκπαιδεύονται και θα τίθενται στη διάθεση των ενδιαφερομένων σύμβουλοι στο θέμα της επαναπροσαρμογής, καθώς και άλλο κατάλληλο εξειδικευμένο προσωπικό, που θα είναι επιφορτισμένο με τον επαγγελματικό προσανατολισμό, την επαγγελματική εκπαίδευση, την τοποθέτηση και την απασχόληση των μειονεκτούντων προσώπων.

ΜΕΡΟΣ IV.
ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

'Αρθρο 10.

Οι επίσημες επικυρώσεις αυτής της σύμβασης θα κοινοποιούνται στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας και θα καταχωρίζονται απ' αυτόν.

'Αρθρο 11.

1. Η σύμβαση αυτή δεσμεύει εκείνα μόνο τα Μέλη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας που η επικύρωσή τους θα έχει καταχωρισθεί από το Γενικό Διευθυντή.

2. Η σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει δώδεκα μήνες μετά την καταχώριση από το Γενικό Διευθυντή των επικυρώσεων δύο Μελών.

3. Στη συνέχεια, η σύμβαση αυτή θα αρχίσει να ισχύει, για κάθε Μέλος, δώδεκα μήνες μετά την ημερομηνία καταχώρισης της επικύρωσής της από αυτό.

'Αρθρο 12.

1. Κάθε Μέλος που έχει επικυρώσει αυτή τη σύμβαση θα μπορεί να την καταγγείλει μετά την λήξη περιόδου δέκα ετών από την ημερομηνία της αρχικής έναρξης ισχύος της με πράξη που θα κοινοποιείται στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας και θα καταχωρίζεται από αυ-

τόν. Η ενέργεια της καταγγελίας θα αρχίζει μετά ένα έτος από την ημέρα της καταχώρισής της.

2. Κάθε Μέλος που έχει επικυρώσει αυτή τη σύμβαση και που μέσα σε διάστημα ενός έτους μετά την λήξη της περιόδου των δέκα ετών, που αναφέρεται στην προηγούμενη παράγραφο, δεν θα ασκήσει το δικαίωμα καταγγελίας που προβλέπεται από το άρθρο αυτό, θα δεσμεύεται για μια νέα περίοδο δέκα ετών και στη συνέχεια θα μπορεί να καταγγείλει τη σύμβαση αυτή με τη λήξη καθεμιάς από τις επόμενες δεκαετίες σύμφωνα με τους όρους αυτού του άρθρου.

'Αρθρο 13.

1. Ο Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας θα γνωστοποιεί σ' όλα τα Μέλη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας την καταχώριση όλων των επικυρώσεων και των καταγγελιών που θα του κοινοποιούνται από τα Μέλη της Οργάνωσης.

2. Γνωστοποιώντας στα Μέλη της Οργάνωσης την καταχώριση της δεύτερης από τις επικυρώσεις που θα του έχουν κοινοποιηθεί, ο Γενικός Διευθυντής θα επισύρει την προσοχή των Μελών της Οργάνωσης στην ημερομηνία από την οποία θα αρχίσει να ισχύει η σύμβαση αυτή.

'Αρθρο 14.

Ο Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας θα κοινοποιεί στο Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών, για καταχώριση, σύμφωνα με το άρθρο 102 του Καταστατικού Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, πλήρεις πληροφορίες σχετικά με όλες τις επικυρώσεις και τις πράξεις καταγγελίας που θα έχει καταχωρίσει σύμφωνα με τα προηγούμενα άρθρα.

'Αρθρο 15.

Το Διοικητικό Συμβούλιο του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας, κάθε φορά που θα το κρίνει αναγκαίο, θα υποβάλλει στη Γενική Συνδιάσκεψη έκθεση πάνω στην εφαρμογή αυτής της σύμβασης και θα εξετάζει αν είναι σκόπιμη η εγγραφή στην ημερήσια διάταξη της Συνδιάσκεψης θέματος ολικής ή μερικής αναθεώρησής της.

'Αρθρο 16.

1. Σε περίπτωση που η Συνδιάσκεψη ψηφίσει νέα σύμβαση που θα αναθεωρεί ολικά ή μερικά τη σύμβαση αυτή και εφόσον η νέα σύμβαση δεν ορίζει διαφορετικά:

α) η επικύρωση, από ένα Μέλος, της νέας αναθεωρητικής σύμβασης θα επιφέρει αυτοδίκαια, κατά παρέκκλιση από τις διατάξεις του παραπάνω άρθρου 12, την άμεση καταγγελία αυτής της σύμβασης, με την επιφύλαξη ότι θα έχει τεθεί σε ισχύ η νέα αναθεωρητική σύμβαση.

β) από την ημέρα που θα αρχίσει να ισχύει η νέα αναθεωρητική σύμβαση παύει η δυνατότητα για τα Μέλη να επικυρώνουν αυτή τη σύμβαση.

2. Η σύμβαση αυτή θα παραμείνει σε κάθε περίπτωση σε ισχύ, με τη σημερινή μορφή και το περιεχόμενό της για τα Μέλη εκείνα που την έχουν επικυρώσει και δεν θα επικυρώσουν την αναθεωρητική σύμβαση.

'Αρθρο 17.

Το γαλλικό και το αγγλικό κείμενο αυτής της σύμβασης είναι το ίδιο αυθεντικά.

'Αρθρο δεύτερο.

Η ισχύς του νόμου αυτού, καθώς και της διεθνούς σύμβασης που κυρώνει, αρχίζει από την ημέρα που θα δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλουμε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 24 Μαΐου 1985

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ

ΥΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΠΡΟΝΟΙΑΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ

ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ
ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ

ΕΡΓΑΣΙΑΣ
ΕΥΑΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΑΣΦΑΛΙΣΕΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 27 Μαΐου 1985

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΟΥΝΟΥΓΕΡΗΣ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(2)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 269

Αναπροσανατολισμός και εκσυγχρονισμός του σκοπού των Κέντρων Παιδικής Μερίμνης Ηρακλείου, Καβάλας, Μυτιλήνης, Ξάνθης, Φλωρίνης, Καλαμάτας, Καστοριάς και Κερκύρας και άλλες διατάξεις

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

'Εχοντας υπόψη:

1. Τις διατάξεις του άρθρου 12 του Ν. 1431/84 «Ρύθμιση θεμάτων Φορέων Κοινωνικής Πρόνοιας – Παιδικής Προστασίας και άλλες διατάξεις» (ΦΕΚ 46/84 τ. Α').

2. Τις διατάξεις του άρθρου 1 του Ν.Δ. 928/1971 (ΦΕΚ 144 τ. Α') «περί καταργήσεως, συγχωνεύσεως ή υπαγωγής Ιδρυμάτων αρμοδιότητος Υπουργείου Κοινωνικών Υπηρεσιών εις έτερα Ιδρύματα του αυτού Υπουργείου».

3. Την απόφαση των Πρωθυπουργού και Υπουργού Οικονομικών Υ.79/21.6.84 «Ανάθεση αρμοδιοτήτων στον αναπληρωτή Υπουργό Οικονομικών Δ. Τσοβόλα» (ΦΕΚ 413/1984 τ. Β').

4. Την 161/1985 γνωμοδότηση του Συμβουλίου της Επικρατείας με πρόταση των Υπουργών Προεδρίας της Κυβέρνησης, Υγείας και Πρόνοιας, Οικονομικών και του αναπληρωτή Υπουργού Οικονομικών, αποφασίζουμε:

'Αρθρο 1.

1. Οι διατάξεις του άρθρου 1 του Προεδρικού Διατάγματος 395/11.10.83 «εκσυγχρονισμός και αναπροσανατολισμός του σκοπού του Μιχάλειου Κέντρου Παιδικής Μερίμνης θηλέων Χίου» ΦΕΚ 145/83 (τ. Α') εφαρμόζονται και για τα Κέντρα Παιδικής Μερίμνης Ηρακλείου, Καβάλας, Μυτιλήνης, Ξάνθης, Φλωρίνης, Καλαμάτας, Καστοριάς και Κερκύρας η δυναμικότητα των οποίων καθορίζεται ως ακολούθως:

α) Για τα Κέντρα Παιδικής Μερίμνης Ηρακλείου, Καβάλας, Μυτιλήνης, Φλωρίνης, Καλαμάτας και Καστοριάς.

(α) Τμήμα απροστάτευτων παιδιών, δυναμικότητας μέχρι 50 παιδιά, ηλικίας 5 ετών και 6 μηνών μέχρι 16 ετών.

(β) Τμήμα Βρεφονηπιακό, δυναμικότητας μέχρι 20 βρέφη ηλικίας 2 μηνών μέχρι 3 ετών και μέχρι 30 νήπια από 3 ετών μέχρι της υποχρεωτικής από το Νόμο εγγραφής τους στο Δημοτικό Σχολείο.

β) Για τα Κέντρα Παιδικής Μερίμνης Κερκύρας και Ξάνθης:

(α) Τμήμα απροστάτευτων παιδιών δυναμικότητας μέχρι 30 παιδιών ηλικίας 5 ετών και 6 μηνών μέχρι 16 ετών.

(β) Τμήμα Βρεφονηπιακό, δυναμικότητας μέχρι 10 βρεφών από ηλικίας 2 μηνών μέχρι 3 ετών και μέχρι 20 νήπια από 3 ετών μέχρι της υποχρεωτικής από το Νόμο εγγραφής τους στο Δημοτικό Σχολείο.

Άρθρο 2.

1. Ο Κλάδος ΑΡ Νηπιαγωγών και ο Κλάδος ΑΡ Βρεφοκόμων του άρθρου 2 του Ν. 1431/84 του Υπουργείου Υγείας και Πρόνοιας που συστήθηκε με την παράγραφο 1 του άρθρου 4 του Ν. 1431/84 μετονομάζεται σε κλάδο ΑΡ Νηπιαγωγών και Κλάδο ΑΡ Βρεφοκόμων των Κρατικών Παιδικών Σταθμών και αποτελούν Κλάδους του Υπουργείου Υγείας και Πρόνοιας.

2. Ο Κλάδος ΑΡ Νηπιαγωγών και ο Κλάδος ΑΡ Βρεφοκόμων που προβλέπονται από το άρθρο 8 του Ν. 1431/1984 μετονομάζονται σε Κλάδο ΑΡ Νηπιαγωγών και ΑΡ Βρεφοκόμων των Κέντρων Παιδικής Μερίμνης και αποτελούν εφεξής Κλάδους του Υπουργείου Υγείας και Πρόνοιας.

Άρθρο 3.

1. Στις προβλεπόμενες από το άρθρο 8 του Ν. 1431/84 «Ρύθμιση θεμάτων φορέων Κοινωνικής Πρόνοιας – Παιδικής Προστασίας και άλλες διατάξεις» θέσεις προσωπικού προστίθενται οι παρακάτω θέσεις:

α) Στον Κλάδο ΑΡ Νηπιαγωγών των Κέντρων Παιδικής Μερίμνης θέσεις δέκα έξι (16).

Οι υφιστάμενες και συνιστώμενες θέσεις διαρθρούνται σε βαθμούς ως εξής:

Μία (1) θέση με βαθμούς 3ο - 2ο
Μία (1) θέση με βαθμούς 5ο - 4ο
Δεκαέξι (16) θέσεις με βαθμούς 8ο - 6ο

Οι παραπάνω συνιστώμενες δέκα έξ (16) θέσεις προσωπικού κατανέμονται ανά δύο (2) στα Κέντρα Παιδικής Μερίμνης Ηρακλείου, Καβάλας, Μυτιλήνης Ξάνθης, Φλωρίνης, Καλαμάτας, Καστοριάς, και Κερκύρας.

β) Στον Κλάδο ΑΡ Βρεφοκόμων των Κέντρων Παιδικής Μερίμνης θέσεις είκοσι επτά (27).

Οι υφιστάμενες και συνιστώμενες θέσεις διαρθρούνται σε βαθμούς ως ακολούθως:

Δύο (2) θέσεις με βαθμούς 3ο- 2ο
Τρείς (3) θέσεις με βαθμούς 5ο-4ο
Είκοσι έξι (26) θέσεις με βαθμούς 8ο-6ο

Ότι παραπάνω συνιστώμενες είκοσι επτά (27) θέσεις κατανέμονται ανά τέσσερις (4) στα Κέντρα Παιδικής Μερίμνης Ηρακλείου, Καβάλας, Μυτιλήνης, Φλωρίνης, Καλαμάτας, τρείς (3) θέσεις στο ΚΠΜΘ Καστοριάς και ανά δύο (2) θέσεις στα Κέντρα Παιδικής Μερίμνης Κερκύρας και Ξάνθης.

2. Προσόντα διορισμού στον εισαγωγικό βαθμό των παραπάνω Κλάδων είναι τα οριζόμενα στα εδάφια (β) και (γ) του άρθρου 5 του Ν. 1431/84.

3. Σε καθένα από τα Κέντρα Παιδικής Μερίμνης της παραγράφου 1 του άρθρου 1 του Προεδρικού αυτού Διατάγματος συνιστάται:

α) Κλάδος ΣΕ Βοηθών μαγείρου με μια (1) θέση βαθμών 12ου-7ου

β) Κλάδος ΣΕ Προσωπικού Βοηθητικών Εργασιών με δύο (2) θέσεις βαθμών 12ου-7ου

Άρθρο 4.

Οι θέσεις του Κλάδου ΑΡ Νηπιαγωγών των Κρατικών Παιδικών Σταθμών που προβλέπονται από το άρθρο 2 του Ν. 1431/84 και του Προεδρικού Διατάγματος 432/84 (ΦΕΚ 14/84 τ. Α') αναδιαρθρώνονται κατά βαθμούς ως ακολούθως:

Εξήντα (60) θέσεις με βαθμούς 3ο-2ο
Εξακόσιες (600) θέσεις με βαθμούς 5ο-4ο
Χίλιες οκτακόσιες εξήντα τέσσερις (1.864) θέσεις με βαθμούς 8ο-6ο

Άρθρο 5.

1. Στις θέσεις του Κλάδου ΑΡ Παιδαγωγικού που προβλέπονται από το άρθρο 1 παρ. 3 του Ν. 1431/84 προστίθενται οκτώ (8) θέσεις με βαθμούς 8ο-6ο, και στο σύνολό τους αναδιαρθρώνονται ως ακολούθως:

Δέκα (10) θέσεις με βαθμούς 3ο-2ο
Τριάντα (30) θέσεις με βαθμούς 5ο-4ο
Πενήντα δύο (52) θέσεις με βαθμούς 8ο-6ο

Οι θέσεις αυτές κατανέμονται ανά μία στα Κέντρα Παιδικής Μερίμνης Αρρένων Γρεβενών, Εδέσσης, Κονίτσης, Πτολεμαΐδος, Πωγωνιανής, Πατρών (Σκαγιοπούλειο), Θηλέων, Λαρίσης, Πατρών.

2. Στις πενήντα δύο (52) θέσεις Επιμελητών παιδιών του άρθρου 3 του Ν. 1431/1984 προστίθενται είκοσι έξ (26) θέσεις που κατανέμονται ανά μία (1) στα Κέντρα Παιδικής Μερίμνης Αρρένων Γρεβενών, Εδέσσης, Καλαμάτας, Κερκύρας, Κονίτσης, Λαμίας, Λυτιλήνης, Πωγωνιανής, Πατρών (Σκογιοπούλειο) Ρεθύμνης, Ρόδου Σιδηροκάστρου, Φιλιατών Φλωρίνης, Χανίων και Θηλέων Ηρακλείου Καστοριάς, Λαρίσης, Ξάνθης, Πατρών, Ρόδου, και Σερρών και ανά δύο (2) θέσεις Επιμελητών παιδιών στα Κέντρα Παιδικής Μερίμνης Θηλέων Ιωαννίνων και Αρρένων Πτολεμαΐδος Κοζάνης.

Άρθρο 6.

1. Στις τρείς (3) θέσεις του Κλάδου ΑΡ Κοινωνικών Λειτουργών που προβλέπονται από το Β.Δ. 492/64 (ΦΕΚ 142 τ. Α') και το Ν. 4525/66 (ΦΕΚ 141 τ. Α') προστίθενται είκοσι (20) θέσεις Κοινωνικών Λειτουργών.

Το σύνολο των υφισταμένων και συνιστωμένων θέσεων δαρθρούται ως εξής:

Θέση μία (1) με βαθμούς 3ο-2ο
Θέσεις τρείς (3) με βαθμούς 5ο-4ο
Θέσεις δέκα εννέα (19) με βαθμούς 9ο-6ο

Οι παραπάνω συνιστώμενες θέσεις Κοινωνικών Λειτουργών κατανέμονται ανά μία (1) στα Κέντρα Παιδικής Μερίμνης Αρρένων, Γρεβενών, Δράμας, Εδέσσης, Κονίτσης, Λαμίας, Μυτιλήνης, Πατρών (Σκαγιοπούλειο), Πτολεμαΐδος, Κοζάνης, Ρεθύμνης, Σιδηροκάστρου, Φιλιατρών, Φλωρίνης, Πωγωνιανής, Χανίων Θηλέων, Ηρακλείου, Ιωαννίνων, Καστοριάς, Λαρίσης, Πατρών και Σερρών.

2. Προσόντα διορισμού στον εισαγωγικό βαθμό του Κλάδου ΑΡ Κοινωνικών Λειτουργών είναι το πτυχίο αναγνωρισμένης Σχολής Κοινωνικής Εργασίας της ημεδαπής ή ισότιμης Σχολής της αλλοδαπής και άδεια άσκησης επαγγέλματος Κοινωνικών Λειτουργών.

Άρθρο 7.

Στα Κέντρα Παιδικής Μερίμνης Αρρένων Κονίτσης συνιστάται Κλάδος ΜΕ Δασκάλων Τέχνης αργυροχοΐας μεταλλοπλαστικής με δύο (2) θέσεις βαθμών 10ου - 6ου.

Προσόντα διορισμού στον εισαγωγικό βαθμό του Κλάδου ορίζονται :

α) Πτυχίο αντίστοιχης ειδικότητας αναγνωρισμένης τεχνικής ή επαγγελματικής σχολής ή σχολείου Μέσης Εκπαίδευσης ή Σχολής Μαθητείας ΟΑΕΔ.

Σε περίπτωση μη προσέλευσης υποψηφίων με το ανωτέρω προσόν, πτυχίο αναγνωρισμένης κατώτερης σχολής ή σχολής Μαθητείας ΟΑΕΔ αντίστοιχης ειδικότητας. Σε περίπτωση μη προσέλευσης υποψηφίου με πτυχίο κατώτερης σχολής, απολυτήριο δημοτικού σχολείου και τριετής εμπειρία που να αποδεικνύεται από βιβλιάριο κύριας ασφάλισης ή άλλο επίσημο στοιχείο Ελληνικής και ξένης Αρχής.

β) Άδεια ασκήσεως επαγγέλματος (για όσες ειδικότητες απαιτείται) εκ μέρους της αρμόδιας αρχής.

Στον Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας αναθέτουμε τη δημοσίευση και εκτέλεση του παρόντος διατάγματος.

Αθήνα, 20 Μαΐου 1985

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ
ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΛΑΖΑΡΗΣ

ΥΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΠΡΟΝΟΙΑΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ ΑΡΣΕΝΗΣ

ΑΝΑΠΛ. ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΔΗΜ. ΤΣΟΒΟΛΑΣ

(3)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 270

Τροποποίηση και συμπλήρωση του προεδρικού διατάγματος 108/83 «Προϋποθέσεις ενισχύσεως απροστατεύτων παιδιών».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Έχοντας υπόψη :

1. Τις διατάξεις :

α) Των άρθρων 2 και 3 του Ν. 4051/60 «Περί ενισχύσεως απροστατεύτων παίδων» (ΦΕΚ 68/1960 τ. Α').

β) Του άρθρου 12 παρ. 1 του Ν. 400/1976 «Περί Υπουργικού Συμβουλίου και Υπουργείων» (ΦΕΚ 203/76 τ. Α'), όπως αντικαταστάθηκε με το άρθρο 14 του Νόμου 1266/82 «Όργανα ασκήσεως της νομισματικής , πιστωτικής και συναλλαγματικής πολιτικής και άλλες διατάξεις» (ΦΕΚ 104/82 τ. Α').

γ) Των άρθρων 8, 10 και 12 του 574/82 Π.Δ/τος «Ανακατανομή των αρμοδιοτήτων των Υπουργείων» (ΦΕΚ 104/82 τ. Α').

2. Τις διατάξεις του Προεδρικού Διατάγματος 620/82 «Μεταφορά Υπηρεσιών και προσωπικού από το πρώην Υπουργείο Κοινωνικών Υπηρεσιών στο Υπουργείο Υγείας και Πρόνοιας».

3. Την απόφαση του Πρωθυπουργού Υ. 79/21.6.84 «Ανάθεση αρμοδιοτήτων στον Αναπληρωτή Υπουργό Οικονομικών Δημ. Τσοβόλα» (ΦΕΚ 413/84 τ. Β').

4. Την 323/85 γνωμοδότηση του Συμβουλίου της Επικρατείας, με πρόταση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας και του Αναπληρωτή Υπουργού Οικονομικών, αποφασίζουμε :

Άρθρο 1.

Το ποσοστό αναπηρίας που ορίζεται στις παραγράφους Α' και Β' του άρθρου 1 του προεδρικού διατάγματος 108/1983 (ΦΕΚ 49/83 τ. Α') και αφορά την ανικανότητα για εργασία του πατέρα, μειώνεται από 75 % σε 67 % τουλάχιστον.

Άρθρο 2.

1. Τα εδ. α και β της παρ. 1 του άρθρου 2 του 108/83 προεδρικού διατάγματος (ΦΕΚ 49/83 τ. Α') αντικαθίστανται ως εξής :

«α. Προκειμένου για απροστάτευτα παιδιά που διαβιούν με τους γονείς τους ή συγγενείς κατευθείαν μεν γραμμή απεριόριστα, εκ πλαγίου δε, μέχρι και του τετάρτου βαθμού συγγενείας εξ αίματος ή εξ αγχιστείας, για την έγκριση μηνιαίας οικονομικής ενισχύσεως στις οικογένειες αυτών, πρέπει να συντρέχει και να βεβαιώνεται με κάθε πρόσφορο μέσο η ανεπάρκεια του μηνιαίου οικογενειακού εισοδήματος.

Τέτοια ανεπάρκεια νοείται ότι υπάρχει εφόσον το οικογενειακό εισόδημα δεν υπερβαίνει για οικογένεια μέχρι τριών μελών το ποσό των είκοσι πέντε χιλιάδων (25.000) δρχ. το μήνα, που αυξάνεται για κάθε επιπλέον μέλος κατά τρείς χιλιάδες πεντακόσιες (3.500) δραχμές.

Σαν οικογενειακό εισόδημα νοείται το ποσό που προκύπτει από το συνυπολογισμό των κάθε φύσεως εισοδημάτων τακτικών ή εκτάκτων μηνιαίων ή ετησίων (υπολογιζομένων κατά μήνα) από εργασία ή από άλλες πηγές, όλων των μελών που αποτελούν την οικογένεια στην οποία διαβιούν τα απροστάτευτα παιδιά, αφού όμως προηγουμένως αφαιρεθεί απ' αυτό, το ποσό του ενοικίου που καταβάλλει το μήνα η οικογένεια που διαμένει αποδεδειγμένα σε μισθωμένο οίκημα, καθώς επίσης και το ποσό των ταχυδρομικών τελών, σε περίπτωση που η οικογένεια διαμένει σε διαφορετική περιοχή από τον ιδιοκτήτη και είναι υποχρεωμένη να αποστείλει σαυτόν το ενοίκιο ή το ποσό των δόσεων που καταβάλλει η οικογένεια προς εξόφληση δανείου για την απόκτηση ιδιόκτητης πρώτης κύριας κατοικίας.

Σε απροστάτευτα παιδιά που βρίσκονται μέσα σε Ιδρύματα τα οποία παρέχουν δωρεάν υπηρεσίες και λειτουργούν όλο το χρόνο σε 24ωρη βάση ή επιδοτούνται για την ίδια αιτία από άλλες Υπηρεσίες ή Οργανισμούς Κοινών. Αντιλήψεως δεν παρέχεται η οικονομική ενίσχυση του εδαφίου β' του παρόντος άρθρου.

«β) Εφόσον διαφυλάσσονται οι λοιπές διατάξεις του άρθρου 2 του Ν. 4051/60 και οι διατάξεις του άρθρου 1 του παρόντος παρέχεται μηνιαία οικονομική ενίσχυση για κάθε απροστάτευτο παιδί.

Το ποσό της μηνιαίας αυτής οικονομικής ενισχύσεως καθορίζεται σε πέντε χιλιάδες (5.000) δρχ. για κάθε ενισχυόμενο παιδί που μένει με την οικογένειά του ή σε συγγενική οικογένεια που έχει το βαθμό συγγενείας που αναφέρεται στο εδάφιο α του παρόντος άρθρου.

Η ίδια οικονομική ενίσχυση παρέχεται και σε παιδιά που φιλοξενούνται, για λόγους σπουδών, σε συγγενική οικογένεια ανεξαρτήτως βαθμού.

Στην περίπτωση αυτή το ποσό της μηνιαίας οικονομικής ενισχύσεως καταβάλλεται στη φυσική οικογένεια του ενισχυόμενου παιδιού.

2. Στο τέλος της παραγράφου 1 του άρθρου 2 προστίθεται εδαφ. γ, ως εξής:

«γ) Η κατά το προηγούμενο εδάφιο μηνιαία οικονομική ενίσχυση καταβάλλεται:

για τις περιπτώσεις που έχουν υποβληθεί αιτήσεις το πρώτο δεκαπενθήμερο του μηνός, από τις 16 του ιδίου μηνός.

για τις περιπτώσεις που έχουν υποβληθεί αιτήσεις το δεύτερο δεκαπενθήμερο το μηνός, από την 1η του επομένου μηνός.

για τις περιπτώσεις που έχουν υποβληθεί αιτήσεις μεταφοράς του φακέλλου, λόγω μετοικήσεως, από Νομαρχία σε Νομαρχία ή Νομαρχιακό διαμέρισμα, από της επομένης της διακοπής της οικονομικής ενισχύσεως από τη Νομαρχία που προερχόντουσαν.

Άρθρο 3.

Η ισχύς του διατάγματος αυτού αρχίζει για μεν το εδάφιο α της παρ. 1 του άρθρου 2 από 1.7.1985, για δε τις λοιπές διατάξεις από 1.9.1985.

Στον Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας αναθέτουμε τη δημοσίευση και εκτέλεση του παρόντος διατάγματος.

Αθήνα, 20 Μαΐου 1985

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΥΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΠΡΟΝΟΙΑΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ

ΑΝΑΠΛ. ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΔΗΜ. ΤΣΟΒΟΛΑΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ